

ÉLÉMENTS POUR UNE ANALYSE DE LA QUESTION CORÉENNE

PATRICE JORLAND *

Sur l'« axe du mal », George W. Bush a placé l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord. On dit que ce dernier pays avait été rajouté afin d'éviter que les cibles désignées ne fussent que musulmanes. En vérité, la République Populaire Démocratique de Corée est depuis soixante ans un régime à abattre. La seule question est de parvenir à constituer la « coalition des volontaires ». Or, celle-ci tarde à se former. La « question coréenne » est autrement plus ancienne et complexe que ne le dit l'hôte de la Maison-Blanche, dans la naissance de laquelle ses prédécesseurs portent une lourde responsabilité. Mais dans une Asie du Nord-Est en pleine évolution économique et diplomatique, l'accession au pouvoir, à Séoul, des forces démocratiques laisse entrevoir d'autres solutions. Elles dessinent les linéaments d'un nouveau cours.

Ce qui fait question, c'est la République Populaire Démocratique de Corée, « État voyou » et de surcroît « failli », tenu d'une main de fer par un dirigeant grotesque et « paranoïaque », « irrationnel » et « imprévisible ». En janvier 2002, la RPDC est inscrite sur l'« axe du mal ». Deux ans plus tard, la secrétaire d'État Condoleezza Rice ne dit pas autre chose en la situant aux « avant-postes » de la tyrannie ¹.

La « question coréenne » sera réglée dès l'instant où le régime « fossile » de Pyongyang aura disparu. De lui-même, si possible, mais le régime n'a pas sombré. Il reste donc à le pousser, la question se résumant aux modalités et au calendrier d'une action internationale ou unilatérale.

* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

¹ Les épithètes définitifs sont choses banales et incantatoires. Plus original, « Bhoutan du stalinisme » est apparu sous la plume de Ian Buruma : « Kimworld, Inside the North Korean slave state », *The New Yorker*, 22 août 2005, pp. 64-68. Pierre Rigoulot intitule son pamphlet : *Corée du Nord, État voyou*, Buchet-Chastel Paris 2002.

Spécificité de la question coréenne

LEn vérité, la « question coréenne » plonge ses racines dans la formation économique et sociale, dans les structures étatiques et les valeurs culturelles, qui se figèrent durant la très longue dynastie Yi (1392-1910), celle du royaume de Choson, le « pays du matin frais ».

Restée très fortement paysanne et rurale, la société coréenne était dominée par la classe des *yangban* – les « deux rangs », civil et militaire, avec prééminence du premier sur le second, et une hiérarchie interne en neufs rangs –, qui cumulaient la propriété terrienne et les fonctions administratives ou militaires. La masse des paysans, socle reconnu de l'ordre social, était constituée de tenanciers devant verser au moins la moitié du produit au propriétaire. Plus méprisés, mais pas nécessairement plus pauvres, les esclaves formèrent jusqu'à un tiers de la population, tandis que le terme *paekchong* désignait les parias réduits, de façon héréditaire, aux activités infamantes de la boucherie, de la tannerie, etc.

10

A ces rapports et à ces relations correspondait un État très fortement centralisé autour du roi, de sa cour et de ses « ministres ». L'organisation sociale et le régime politique se réclamaient du néo-confucianisme le plus exigeant. Cultiver la vertu, pratiquer la piété filiale, servir le monarque, conduire sa famille et préparer son fils aîné, s'adonner à l'étude des classiques et à l'exercice des arts constituait l'idéal des *yangban*, qui ne pouvaient se commettre à travailler de leurs mains ni à pratiquer le vil commerce. Le royaume de Choson connut des règnes fastes, tel celui de Sejong (1418-1450), modèle de souverain néo-confucéen, mais pour qu'il en fût ainsi, il fallait l'autorité indiscutée et indiscutable du monarque, la concorde intérieure, et la paix aux frontières. Celle-ci passait par l'application de deux principes, qui s'intégraient totalement au système général du tribut : « servir le Grand » (*sadae*), en l'occurrence la Chine, et « s'entendre avec le voisin » (*kyorin*), à savoir le Japon, pays à la vertu médiocre et aux prétentions vulgaires.

A la fin du XIX^e siècle, la cour et les *yangban* se divisèrent en factions opposées en fonction de l'orientation donnée au principe de *sadae* : continuer à respecter la Chine ? Écouter la Russie ? S'inspirer du Japon ? Imiter l'Occident ? Ou persévérer dans la voie de la vertu et préserver la souveraineté nationale ?

La « question coréenne » est celle de la place de la Corée dans l'ordre régional et dans l'ordre mondial. Elle s'est constituée historiquement parce que la monarchie et l'aristocratie furent impuissantes à lui donner une réponse. Le pays était devenu un

pion sur l'échiquier international. C'est à propos de la Corée que le Japon fit la guerre à la Chine en 1894-1895. Celle-ci une fois humiliée, la rivalité se circonscrit entre l'empire russe – la nouvelle puissance continentale – et l'empire du Soleil levant, la puissance maritime émergente. L'archipel avait eu l'habileté de conclure, en 1902, une alliance avec la Grande-Bretagne dirigée contre la Russie. Puis, par l'accord Taft/Katsura de 1905, les États-Unis reconnaissent les « intérêts » du Japon dans la péninsule et Tokyo, la domination américaine sur les Philippines. Aussi la feuille de vigne du protectorat placée sur la Corée en 1905 tomba-t-elle cinq ans plus tard et fut-elle remplacée par une annexion pure et simple par le Japon.

Une situation révolutionnaire

L'impuissance à préserver l'indépendance s'entrelaçait au refus de résoudre la question agraire et le trait majeur de la « question coréenne » réside dans la très forte articulation entre lutte nationale et luttes sociales.

La colonisation japonaise ne dura que trente-cinq ans, mais eut des effets décisifs. La résistance fut forte durant la première décennie, qui culmina dans le soulèvement national du 1^{er} mars 1919, mais la répression brutale et l'établissement d'un système généralisé de contrôle parvinrent à maintenir l'ordre durant les deux décennies suivantes. La résistance se poursuivit à l'extérieur de la péninsule ou dans l'exil intérieur des lettrés patriotes et à travers les conflits sociaux qu'animaient les communistes. Les Coréens retiennent à juste titre de la colonisation japonaise l'humiliation nationale, l'obligation d'apprendre le japonais, l'imposition du culte impérial et du shintoïsme d'État, en bref la négation même de l'identité coréenne. L'impérialisme nippon présente néanmoins cette particularité d'avoir voulu intégrer la Corée, Taiwan, et ensuite l'État fantoche du Mandchoukouo, au noyau du système productif qu'il cherchait à rendre autonome à partir d'un archipel aux dotations limitées, les débouchés devant être trouvés en Chine même.

La « guerre de quinze ans » (1931-1945), ouverte par l'« incident de Mandchourie », accéléra considérablement le processus. La ligne du colonisateur avait pour slogan « *naisen ittai* » – deux peuples, un seul corps – et se traduisit par une intense mobilisation de la population, à travers la propagande, l'école, les « associations patriotiques », les organisations de jeunes, le recrutement de policiers (près de la moitié des agents de la Police nationale étaient coréens) et d'indicateurs, la conscription, la formation d'officiers,

la participation supplétive à la colonisation de la Mandchourie et aux conquêtes ultérieures, les migrations de plus en plus forcées vers l'archipel. Au début de 1945, deux millions de Coréens, hommes et femmes, travaillaient au Japon où, dans des conditions d'une extrême dureté, ils constituaient un tiers de la main-d'œuvre ouvrière, cependant qu'entre 100 et 200 000 Coréennes furent contraintes de servir de « femmes de réconfort » dans les bordels militaires de Sa Majesté impériale.

Le 15 août de cette année marque tout à la fois la capitulation du Japon et la libération officielle de la Corée. Mais, s'il y eut bien libération du joug japonais, soixante ans après le pays reste divisé et n'a pas trouvé la place qui lui revient.

A ce qui est vécu comme un drame national, il y a des raisons endogènes. La libération espérée n'a pas été le fruit d'une lutte coordonnée, mais le résultat de la victoire des Alliés. La colonisation avait su se trouver des collaborateurs ; le mouvement national était émietté en une multitude de groupes, chapelles et factions ; deux tendances nettement tranchées existaient, la droite nationaliste, idéologiquement proche de Tchang Kai-shek, violemment anti-japonaise mais rétive aux transformations sociales, tout particulièrement à la réforme agraire, et la gauche, dominée par les communistes, qui associait la libération nationale à l'établissement d'un nouvel ordre social. Celle-ci trouvait une large assise sociale dans la paysannerie pauvre, la jeune classe ouvrière et une bonne partie de l'intelligentsia, ouverte aux idées neuves et au socialisme par les traductions japonaises ; celle-là s'appuyait sur l'aristocratie terrienne, la bourgeoisie marchande et industrielle en formation ; l'une et l'autre rivalisaient pour attirer les catégories que la colonisation avait gonflées (lumpenprolétariat et toute petite bourgeoisie urbaine) ou rendues flottantes, jeunesse mobilisée, migrants.

En bref, les tensions étaient extrêmes et, une fois de plus, question nationale et question sociale étaient étroitement imbriquées, dans la mesure où une bonne partie de la base sociale de la droite nationaliste avait collaboré.

La libération mutilée

Pendant un temps, la Corée se retrouva au premier plan de l'actualité internationale, le temps d'une guerre qui plaça le monde au bord du gouffre, puis fut rapidement oubliée au point de devenir obscure. Elle aurait commencé le 25 juin 1950 avec le franchissement de la frontière par les troupes de la RPDC et se serait terminée avec le cessez-le-feu signé à Panmunjon, le 27 juillet

1953. Or, cette « guerre » ne constitue que le troisième acte d'une tragédie ouverte sept ans plus tôt par l'ingérence étrangère, raison exogène qui a surdéterminé les raisons endogènes et empêché que la question coréenne ne trouve sa solution.

Roosevelt souhaitait en effet étendre aux colonies le principe de libre disposition, mais cela ne pouvait se faire, selon lui, qu'au terme d'un processus éducatif plus ou moins long des peuples colonisés. Les colonies des puissances de l'axe en seraient les premières bénéficiaires : au lieu d'être partagées entre les vainqueurs, comme en 1919, elles seraient placées sous un mandat (*trusteeship*) destiné à les conduire à l'indépendance et, pour plus de garantie, cette curatelle serait multilatérale.

Comme cela n'a pas cessé de lui être reproché par la suite, Roosevelt reconnaissait à l'URSS la place que lui conféraient sa géopolitique, ses sacrifices et ses victoires. Elle participerait aux mandats multilatéraux et tout particulièrement en Corée (à l'origine, aux côtés des EU, de la Grande-Bretagne et de la Chine), pays avec lequel elle avait une frontière commune et qu'elle libérerait, conformément à l'engagement pris à Yalta d'entrer en guerre contre le Japon. Mais à Potsdam, le président Truman et son secrétaire d'État Byrnes refusèrent de traiter la question du mandat coréen. Les bombes atomiques réduiraient Tokyo à la capitulation avant l'engagement de l'URSS, ce qui limiterait l'expansion du communisme en Asie du Nord-Est. La déclaration de guerre soviétique du 8 et les succès immédiats de l'opération « Tempête d'août » lancée le lendemain à l'aube modifièrent les plans américains. Dans la nuit du 10 au 11 août, il fut demandé à deux jeunes membres du cabinet du ministre de la Guerre, les colonels Dean Rusk et C.H. Bonesteel, de tracer en trente minutes la ligne où les deux armées se rencontreraient. Ils la fixèrent sur le 38^e parallèle, ce qui laissait la capitale Séoul dans la partie méridionale. Le principe d'un mandat à quatre n'était pas abandonné, mais son application était biaisée dès l'abord par la création de deux zones. Pour correspondre au projet de Roosevelt, le mandat aurait dû s'exercer conjointement sur l'ensemble de la péninsule. Sous cette forme et à condition d'être bref, il aurait peut-être été accepté par les Coréens, qui souhaitaient se gouverner eux-mêmes et, n'ayant jamais été consultés, n'imaginaient pas un seul instant voir leur patrie être divisée ².

² Voir aussi, Bruce Cumings, [Dir.], *Child of Conflict, The Korean-American Relationship, 1943-1953*, Univ. of Washington Press, 1983, et Frank Baldwin [Dir.], *Without Parallel, the American-Korean Relationship since 1945*, Pantheon Books, NY, 1973.

Dès la mi-août, des comités populaires s'étaient formés sur l'ensemble de la péninsule, qui entendaient se substituer aux autorités japonaises, abattre le régime colonial, sanctionner les collaborateurs et résoudre la question agraire. La gauche y prédominait. Mieux, une République Populaire de Corée avait été proclamée à Séoul, sous l'impulsion de Yo Un-hyong, un vétéran de la lutte nationaliste, qui avait combattu avec Sun Yat-sen, avait été emprisonné et transféré en Corée par les Japonais. Chrétien, humaniste et socialiste, il était une des rares personnalités acceptables par les différents courants politiques.

Banc d'essai de l'endiguement

14

On pouvait imaginer que les puissances mandataires reconnaîtraient la République Populaire et que leur curatelle aiderait celle-ci à s'établir. Or, les deux zones divergèrent dès l'automne 1945. Au nord, les Soviétiques reconnurent les comités populaires. Des mesures radicales furent rapidement adoptées : réforme agraire, qui brisa l'emprise des *yangban*, nationalisation des entreprises, japonaises dans la plupart des cas, égalité des sexes et nouveau statut de la femme, etc.³.

Les choses en allèrent tout différemment au sud et on peut dire que le deuxième acte du drame s'est ouvert le 5 septembre 1945, avec le débarquement des premiers détachements américains que les troupes soviétiques attendaient, depuis le 15 août, de l'autre côté du parallèle. Première différence de taille, un gouvernement militaire américain fut établi, sur le modèle du Commandement Suprême des Forces Alliées (SCAP) que dirigeait à Tokyo le général MacArthur, gouvernement placé sous la responsabilité du général John Reed Hodge, anticommuniste de fondation. Deuxième différence essentielle, les comités populaires et les dirigeants de la RPC furent immédiatement combattus, le gouvernement militaire n'y voyant que des agents stalinien. En conséquence, il fut conduit à s'appuyer sur les propriétaires fonciers et les entrepreneurs capitalistes, qui formèrent très vite un Parti Démocrate, sur les cadres autochtones du régime colonial – administrateurs, policiers et militaires –, sur les groupes de

³ On affirme souvent que les sources concernant la RPDC sont rares et peu fiables. Ce n'est pas le cas pour les cinq premières années, l'armée américaine ayant saisi d'abondantes archives pendant la brève occupation du Nord. Elles commencent à être exploitées. Cf. Charles K. Armstrong, *The North Korean Revolution, 1945-1950*, Cornell U.P., 2003.

jeunes et les gangs mobilisés durant la « guerre de quinze ans ». Ainsi, tous les officiers des six premières divisions de l'armée sud-coréenne avaient porté l'uniforme japonais et le plus bruyant d'entre eux, le général Kim Sok-won, alors qu'il s'appelait Kaneyama Shakugen, avait été décoré par l'empereur Hirohito pour ses exploits dans la traque des partisans de Kim Il Sung en Mandchourie. En d'autres termes, le gouvernement militaire avait dès l'abord choisi son camp et fait de la Corée du Sud le banc d'essai du « *containment* », de l'endiguement, dont le concept sera énoncé un peu plus tard dans le « long télégramme » de George Kennan.

La base sociale sur laquelle s'appuyaient les autorités américaines était étroite. La grande contradiction venait de ce qu'elle avait collaboré avec le colonisateur. Aussi chercha-t-elle à redorer son blason et un appel fut lancé aux dirigeants de la droite nationaliste réfugiés à l'étranger. C'est Syngman Rhee qui eut très vite les faveurs du gouvernement militaire. Nationaliste et chrétien conservateur, autoritaire et obstiné, manœuvrier tenace, il avait vécu le plus clair de sa vie adulte aux États-Unis, où il avait tissé des liens fructueux avec les missions protestantes et, pendant la guerre du Pacifique, avec les responsables de l'OSS, l'ancêtre de la CIA. Son anticommunisme viscéral le rendait plus malléable pour les Américains.

La divergence entre le Nord et le Sud s'illustre dans le contraste saisissant entre cet aristocrate septuagénaire et Kim Il Sung. Né Kim Song Ju, il n'avait que trente-trois ans le jour de la libération. Issu d'une famille modeste qui migra en Mandchourie pour échapper à la répression, il était entré en révolution dès son adolescence et était devenu, entre 1935 et 1940, l'un des principaux dirigeants de la guérilla communiste combattant les Japonais dans le nord-est du Mandchoukouo.

La première guerre civile

Les transformations au nord rencontrèrent une large adhésion populaire. Les opposants, qu'ils eussent collaboré avec les Japonais ou que la révolution en cours les eût touchés, avaient la possibilité de passer au sud, ce qui atténuait les tensions. Nombre d'entre eux s'engagèrent dans les milices anticommunistes ou dans l'armée de Séoul.

Au sud, une véritable guerre civile s'ouvre dès l'automne 1945 qui fera aux alentours de 100 000 morts jusqu'en juin 1950. Ce sont des affrontements autour de la question agraire et de la collaboration opposant les comités populaires, les associations

paysannes et ouvrières, les organisations communistes aux forces de police et aux sections de jeunes reconstituées.

Collision stratégique

Le 25 juin 1950, la guerre civile limitée au sud, qui n'était pas uniquement civile puisqu'elle avait été orientée par la politique du gouvernement militaire américain, englobe toute la péninsule. Elle passe en même temps du cycle guérilla/contre-guérilla à un échelon supérieur de l'escalade, l'affrontement « conventionnel ». Celui-ci aurait pu se terminer à la fin août, s'il n'y avait pas eu internationalisation.

Les États-Unis n'avaient pas d'intérêts notables à défendre ou à promouvoir en Corée. Ce qui a prévalu, ce furent les données géopolitiques et les considérations stratégiques. A l'été 1947, l'endigement en Corée du Sud commençait à s'enliser et son coût devenait excessif, eu égard aux autres engagements américains, en Asie et en Europe. Non seulement le pays avait été divisé en deux zones, non seulement un régime conservateur avait été imposé à la zone sud, mais encore ce régime était considéré comme l'unique gouvernement légitime de la Corée, l'Assemblée générale de l'ONU adoptant, au printemps 1949, une proposition américaine allant dans ce sens.

16

L'internationalisation contraint cependant les États-Unis à emboîter le pas de l'URSS, qui avait retiré toutes ses troupes à la fin de 1948. En juin 1949, les derniers soldats américains quittent le sol coréen, à l'exception notable de 500 conseillers qui continueront à former, équiper et encadrer l'armée sudiste.

Ce retrait intervint dans la décision de recourir à la voie armée, mais il ne fut pas le seul facteur. Les élections législatives de mai 1950 au sud, tenues de manière guère plus honnête que deux ans auparavant, avaient néanmoins confirmé l'existence d'un large mécontentement populaire. Par ailleurs, les provocations répétées de l'été 1949 indiquaient que Rhee et ses généraux envisageaient une solution militaire. Mais les facteurs internationaux sont venus une fois encore surdéterminer les décisions.

L'ouverture partielle des archives soviétiques et une meilleure connaissance des sources chinoises permettent de replacer le déclenchement de la guerre de Corée dans la corrélation des forces du moment. La « guerre froide » s'est imposée en Europe et, en Asie, l'endigement du mouvement révolutionnaire avait gagné, selon des modalités variables, toute l'Asie du Sud-Est.

Lors du long séjour qu'il effectua en Union soviétique de la mi-décembre 1949 à la mi-février 1950, Mao Tsé-toung était parvenu à un accord de fond avec Staline, qui portait aussi bien sur les

relations bilatérales que sur l'analyse de la situation internationale, et en particulier sur les perspectives révolutionnaires en Asie. C'est en janvier que les deux gouvernements reconnaissent la République Démocratique du Vietnam et qu'une aide plus conséquente commence à lui parvenir. C'est en avril que Kim Il Sung obtient enfin l'accord de Staline pour recourir à la voie armée, alors que ses quarante-huit télégrammes et ses déplacements précédents étaient restés sans effet.

C'est Mao qui souligna le potentiel révolutionnaire de l'Extrême-Orient. A bien des égards, la guerre de Corée fut conçue et conduite comme une « guerre révolutionnaire ». Comme on le sait, des « volontaires » chinois vinrent apporter une aide précieuse aux forces de la RPDC, cependant que 200 pilotes soviétiques de MiG effectuèrent, en uniformes chinois, des missions sur le territoire coréen⁴.

Autre thèse battue en brèche, celle d'un « abcès de fixation » que Staline aurait cherché à créer en Extrême-Orient pour contraindre les États-Unis à dégarnir le front européen et ouvrir ainsi le champ à une offensive soviétique de grande ampleur. Cette thèse servit à justifier la création de l'OTAN, le réarmement allemand et, plus généralement, la militarisation massive du camp occidental. Or, Kim et ses camarades avaient convaincu Staline et Mao que la guerre serait courte et il était vraisemblable que les États-Unis n'interviendraient pas. Ils n'étaient pas intervenus pour sauver Tchang Kaï-chek pendant la dernière phase de la guerre civile chinoise et, dans le discours qu'il avait prononcé le 12 janvier 1950 devant le Club de la presse de Washington, Dean Acheson, qui était devenu secrétaire d'État, avait défini le « périmètre défensif » des États-Unis en Asie. Celui-ci correspondait à la guirlande archipélagique (Japon, Ryukyu, Philippines), mais n'incluait ni Taiwan ni la Corée.

17

Guerre limitée, guerre totale

Dans la taxonomie américaine, la guerre de Corée stricto sensu est l'exemple même de la « guerre limitée ».

⁴ La thèse du Staline machiavélique est reprise par Sergei N. Goncharov, John W. Lewis et Xue Litai, *Uncertain partners, Stalin, Mao and the Korean War*, Stanford, 1993. Jon Halliday traite des pilotes soviétiques dans « Air operations in Asia : the Soviet side of the story » in William J. Williams, *A Revolutionary War, Korea and the Transformation of the Postwar World*, Chicago, 1993. Le « *Cold War International History Program* » travaille, pour l'essentiel, à partir des archives soviétiques ouvertes aux chercheurs étrangers.

« Limitée », selon la parallaxe américaine, la guerre de Corée fut néanmoins le conflit armé le plus important entre l'Est et l'Ouest, de surcroît à portée des frontières soviétique et chinoise. Au cours des trois derniers mois, à bien des égards les plus violents, plus de 2 millions d'hommes s'affrontaient : 1,2 million du côté communiste, 930 000 du côté de la coalition dont 360 000 Américains et les détachements de quinze autres pays. Rapportées à la population coréenne de l'époque – 30 millions environ, 2/3 au sud et 1/3 au nord –, les pertes humaines furent immenses. Elles sont estimées à 2 millions de civils et 500 000 militaires pour la RPDC (proportionnellement plus que les pertes soviétiques et polonaises pendant la Seconde Guerre mondiale), à un million de civils et 300 000 militaires pour la République de Corée, auxquels s'ajoutèrent un million de Chinois, 36 940 Américains et 3 194 morts parmi les autres coalisés.

Pour les Coréens et, plus encore, pour la population de la RPDC, la guerre fut en réalité totale. La nature de la guerre explique pourquoi les pertes civiles furent également abondantes au sud qui, pourtant, ne connut les bombardements à saturation qu'au cours de la première phase. Secundo, la guerre fut particulièrement cruelle, avec ses règlements de comptes et les exécutions de suspects des deux côtés. Toutefois, le régime et l'armée sudistes y mirent un tel esprit de système que l'on ne peut renvoyer dos à dos les parties. Lorsque Séoul fut reprise la première fois par la coalition, 29 000 personnes furent exécutées pour « collaboration » avec les communistes. La brève occupation de la RPDC fut l'occasion d'un nettoyage politique qui choqua même les militaires américains : 150 000 personnes furent liquidées ou déportées dans les mouvoirs du Sud.

Tertio, les moyens mis en œuvre par la coalition ne furent en rien limités. Au cours des trois premiers mois, 35,4 millions de litres de napalm furent déversés au sud, afin d'arrêter la progression de l'APC, et, pendant les phases ultérieures, la quasi-totalité des villes et des villages nord-coréens furent réduits en cendres. L'« exterminisme » se prolongea dans le bombardement méthodique des centrales hydroélectriques et des barrages d'irrigation de la RPDC : des cantons entiers furent inondés, les récoltes noyées et des paysages agraires modelés au cours des siècles durablement détruits. La population fut réduite à vivre sous terre, où un deuxième pays fut creusé au prix d'efforts immenses.

Une guerre civile de positions

A l'été 1953, la « question coréenne » n'avait toujours pas trouvé de solution. Pire, telle qu'elle s'était déroulée, la guerre a figé

la division du pays, accentué la coupure du peuple, séparé des millions de personnes. Si les antagonismes n'avaient pas tous été importés, loin de là, l'embâcle découle sans nul doute du fait que le front terrestre de l'affrontement systémique s'est fixé, en Asie du Nord-Est, sur le 38^e parallèle, où a perduré pendant un demi-siècle la « guerre froide », avec ses dimensions connues de guerre simulée, impliquant course aux armements et concentration des moyens matériels et humains, recours à des formes indirectes, avec ses dimensions de guerre idéologique et symbolique, de conflit diplomatique, politique et économique. Ce long quatrième acte, entre juillet 1953 et avril 2000, compte plusieurs scènes dont l'histoire reste à écrire. On en retiendra ici les axes majeurs ⁵.

Le conflit est d'abord de légitimité : lequel des deux régimes peut prétendre exprimer la volonté populaire, lequel des deux États peut se targuer d'incarner les aspirations nationales ? Il est de bon ton aujourd'hui de présenter la RPDC comme une aberration politique sans enracinement national. Rien n'est plus faux. Outre le fait que le mouvement communiste était influent, en particulier dans le nord-est industrialisé, à Séoul et dans les provinces du Sud, la réforme agraire exigée par l'explosion d'août 1945 fut appliquée sans délai dans la partie nord. Surtout, le contraste est resté très longtemps saisissant à propos du passé colonial. Autant la RPDC a été fondée en rupture avec la colonisation et continue de se définir en opposition à elle – la guérilla antijaponaise en Mandchourie reste la référence idéologique et le modèle proposé à toute la population –, autant les choses n'ont cessé d'être ambiguës en République de Corée. Certes, Syngman Rhee disposait d'un passé nationaliste et a constamment refusé toute normalisation officielle avec le Japon, mais la base sociale, le personnel dirigeant, l'encadrement de la République de Corée ont été constitués de classes, de groupes et d'individus ayant collaboré avec le colonisateur.

La légitimité se préserve et se construit dans la satisfaction des besoins économiques et sociaux, des aspirations culturelles et politiques du peuple. Jusqu'au premier lustre de la décennie 1970, le Nord pouvait présenter un bilan économique plus flatteur que celui du Sud. La reconstruction y avait été beaucoup plus rapide, l'industrialisation plus forte et, en dépit des handicaps naturels,

⁵ L'ouvrage du journaliste américain Don Oberdorfer, *The Two Koreas, A Contemporary History*, Warner Books, Londres, 1988, est riche pour les aspects internationaux.

son agriculture impressionnait plus d'un expert et enregistrait des records de rendements en riz jusqu'à la fin de la décennie 1980. Les inégalités sociales avaient été considérablement réduites, des soins particuliers étaient accordés à l'enfance, aux orphelins de guerre en particulier. Ces résultats furent ensuite éclipsés par le « miracle » qui a fait de la Corée du Sud un des « dragons asiatiques ». Le sujet est une question en soi, qui ne saurait être traitée ici, et on se contentera de rappeler quelques indicateurs économiques ou révélateurs sociaux⁶ : croissance annuelle du PIB de 8,4 % entre 1970 et 1996, 12^e économie mondiale en 2003, devant le Brésil ou la Russie, 13^e exportateur avec un excédent de la balance des comptes courants, la République de Corée est désormais un fournisseur, modeste il est vrai, d'aide publique au développement. Sa structure productive a été transformée : de grenier à riz de l'empire japonais, le Sud est devenu la 9^e puissance industrielle, il consacre 2,9 % de son PIB à la recherche-développement, se place au troisième rang pour le nombre de brevets déposés et, avec 78 % en l'an 2000, arrive en tête pour le pourcentage d'une classe d'âge faisant des études supérieures. Certaines de ses firmes ont acquis un renom international (Hyundai, Samsung, Daewoo). On le sait, cette émergence ne doit rien au libéralisme, mais illustre plutôt le modèle de l'« État développeur », dans les conditions de la dictature militaire prolongée (1961-1987) et de la guerre froide (aide américaine et japonaise très conséquente, accès aux marchés occidentaux sans réciprocité), épargne intérieure importante drainée vers l'investissement productif par un secteur bancaire nationalisé, importation massive de brevets et de technologies en fonction de l'évolution sectorielle, elle-même planifiée.

Basse obstinée

La transformation de la République de Corée a été profonde, mais le plus remarquable est peut-être ailleurs, dans la force et le courage du mouvement populaire, qui court dans l'histoire contemporaine du Sud comme une basse obstinée. Ce mouvement semblait avoir été brisé par la dictature civile et par les drames de la guerre, mais il parvient en 1960 à renverser le régime de Rhee. L'expérience démocratique qui s'ouvre est interrompue, en

⁶ L'étude la plus pénétrante est celle de Ick-Jin Seo, *La Corée du Sud, une analyse historique du processus de développement*, L'Harmattan, Paris, 2000.

juin 1961, par le coup d'État d'une fraction de l'armée qui instaure la dictature militaire. L'assassinat de Park Chung Hee, le 26 octobre 1979, est suivi d'une phase d'incertitude, bien vite close par un coup d'État au sein de l'armée, dans la nuit du 12 décembre, puis par l'imposition de la loi martiale au profit de la faction victorieuse, le 16 mai 1980. Au terme du mandat présidentiel que le général Chun Doo Hwan s'était lui-même accordé, les luttes populaires de 1987 – la « révolution d'avril » – imposent une démocratisation des institutions qui se renforcera avec l'élection de Kim Dae Jung en 1997.

Fait révélateur, alors que les dirigeants américains cherchent des antécédents pouvant aider à justifier leurs interventions armées et fournissant des exemples de « state building » démocratique, la Corée du Sud reste rarement citée. De fait, si le gouvernement militaire s'y est dès l'abord opposé aux aspirations populaires, les dictatures civile et militaire qui y ont régné ensuite ont toujours disposé de la compréhension des hôtes successifs de la Maison-Blanche, ainsi que des diplomates, généraux et agents déployés par eux sur place, à la notable exception près de James E. Carter, qui fut contré par les membres de son administration. Le premier hôte étranger accueilli par Ronald Reagan après sa prestation de serment fut le général factieux Chun. Les coups d'État militaires ont été accomplis par des unités qui n'auraient pas pu agir sans au moins la connivence de leurs tuteurs.

21

La République ermite

Si la RPDC peut apparaître étrange, elle n'est pas totalement incompréhensible. Jouent les facteurs géopolitiques, les traditions culturelles du pays, son histoire contemporaine, en particulier le fait que la RPDC est passée directement de la société aristocratique à la colonisation nippone, sans la moindre expérience de « démocratie bourgeoise », puis à une révolution d'une profondeur qu'il convient de souligner. Les cinq premières années, connurent le renversement complet de l'ordre social et une hiérarchie inversée fut mise en place. Les paysans pauvres, les paekchong et les ouvriers peuplant les rangs du Parti du Travail, de l'appareil d'État et des forces armées deviennent les « maîtres du pays ». Les femmes, en tant que genre constituant la « moitié du ciel », sont en droit les égales des hommes, cependant que les jeunes, réduits par l'ordre néo-confucéen à être les enfants de leur père jusqu'à la trentaine, sont considérés en tant que groupe, auquel le régime accorde un rôle important et une attention extrême.

S'il y a eu révolution sociale et sociétale, la RPDC n'a jamais connu de « révolution culturelle », au sens chinois du terme. Non

seulement la morale confucéenne n'a pas été attaquée, mais elle imprègne le pays, son système et son régime, en particulier avec la séparation juvénile des sexes, le rigorisme sexuel, vestimentaire et comportemental, l'insistance sur le collectif, le rôle primordial de la famille, à ce point près que la place de la mère n'y est plus subalterne quand bien même le père conserve ses fonctions exemplaires.

C'est sur cette base et dans ce cadre qu'il convient de replacer le régime. Trois points seront évoqués à ce propos, en commençant par la définition donnée par le grand spécialiste japonais de la RPDC, le professeur Wada Haruki : la RPDC est un « État de partisans » ou un « État guérillero ». Au sens étroit, le groupe qui s'est imposé à la tête du parti et du pays était composé par les guérilleros de Mandchourie, les compagnons de lutte de Kim Il Sung, groupe qui l'a emporté sur les autres « factions » du mouvement communiste coréen. La guérilla de Mandchourie est la grande référence historique et idéologique de la RPDC. C'est une référence patriotique, mais également un principe d'organisation, un mode de fonctionnement et un type de relations. Alors que le pays reste divisé, le peuple tout entier, et chacun de ses membres, doit s'inspirer des partisans, s'imprégner de leur exemple.

22

C'est par le deuxième élément, le culte de la personnalité, que l'on définit communément la RPDC : les 40 000 monuments dédiés à Kim Il Sung, sans compter les objets touchés ou utilisés par lui qui sont conservés sous verre, les salles innombrables du musée de la révolution où sont présentés les cadeaux reçus par lui, la modification du comput qui commence désormais le jour de la naissance de Kim Il Sung, les portraits dans tous les intérieurs et les épinglettes à son effigie que chacun porte à son revers, l'enseignement de l'enfance du « grand leader » dès la maternelle, les récits hagiographiques, les qualificatifs et les titres usités, on ne sait où le culte commence et s'il a des limites. Ce culte, dans lequel on pourrait assez aisément trouver des connotations religieuses, des réminiscences du chamanisme, paraît moins étrange dans ses manifestations et ses dimensions si on le met en rapport avec celui de Mao Tse-toung ou du culte impérial japonais. Le rôle du père néo-confucéen a été assumé par Kim Il Sung, mais à l'échelle du peuple et du pays tout entiers, comme aussi le style de travail, Kim Il Sung intervenant dans tous les domaines et aux différents niveaux, effectuant d'innombrables « directions sur place » et sillonnant le pays de manière systématique, si bien que tout citoyen a dû avoir plus d'une occasion de l'approcher, de le voir et de l'écouter.

Kim Il Sung était appelé « leader père », son fils Kim Jong Il ne peut être que le « cher leader ». L'un et l'autre se réclament du

juche, terme préexistant mais complexe. A un premier niveau, il désigne la volonté de préserver l'indépendance et la souveraineté du pays en toutes choses. Son usage dans le vocabulaire politique de la RPDC commence à devenir fréquent dans la seconde moitié de la décennie 1950 et le terme est pleinement officialisé durant la décennie suivante, qui est celle de la rupture sino-soviétique. En bref, la RPDC ne suivra aucun modèle et ne prendra parti pour aucun des deux grands États socialistes. Cet esprit d'indépendance embrasse aussi bien la sphère politique que l'économie, la culture ou le développement des capacités militaires. Sans aller jusqu'à l'autarcie, il y a volonté d'autosuffisance et une sensibilité très vive à tout ce qui pourrait constituer une pression ou un chantage. A ce titre, on peut trouver une continuité avec l'érémisme du royaume de Choson, la certitude que la Corée n'a besoin de personne, puisqu'elle est tout à la fois le berceau de la civilisation humaine, le conservatoire de la vertu, le temple des bonnes manières et qu'elle forme une péninsule de brocard. Toutes choses qui ne peuvent s'échanger contre un plat de lentilles. A un deuxième niveau, le *juche* devient personnel et désigne l'« attitude de maître » que chacun doit acquérir : ne pas dépendre, faire sa part, savoir prendre des initiatives et ne pas hésiter à innover.

La crise

La RPDC est entrée en crise, une crise profonde dont elle ne peut espérer sortir sans des transformations intérieures et sans une amélioration de ses relations extérieures.

La crise est d'abord économique. Alors que dans les années 1970, certains voyaient en la RPDC une future Suède du « socialisme réel », les difficultés ont commencé à se traduire par un ralentissement de la croissance, des gaspillages, un dérèglement de la planification et l'incapacité à passer d'une croissance extensive à une croissance intensive. Il est vraisemblable que cela participait de la « stagnation » que connaissaient les économies socialistes d'Europe. A cela s'ajoutent des facteurs plus spécifiques. La part des richesses consacrée à la défense n'a cessé d'augmenter pour atteindre aujourd'hui 25 % du PIB, selon les estimations les plus fréquemment acceptées. Le *juche* n'a pas contribué à suivre l'évolution technique et technologique. Le symbolique s'est hypertrophié, le pays a été transformé par une vaste scénographie célébrant la personnalité du « suprême » : bâtiments publics, statues, arcs de triomphe dispendieux, festivités collectives dont la préparation mobilise des groupes entiers de la population.

Au début des années 1970, il y eut, comme dans les pays socialistes d'Europe, la recherche d'un nouveau souffle dans la

modernisation productive par endettement auprès de l'Occident, mais il s'avéra vite que le pays ne pourrait assurer par ses exportations, essentiellement des minerais dont les cours étaient instables et/ou baissiers, le service de la dette. La RPDC se retrouva en état de cessation de paiement et les crédits publics ou privés lui furent fermés, à l'Ouest. Selon les estimations du gouvernement sud-coréen, la dette publique atteignait 12 milliards de dollars en 1998, soit 96 % du PIB. Le gouvernement se retourna vers la communauté socialiste et, à cette fin, Kim Il Sung effectua en 1984 un long voyage en URSS et dans divers pays socialistes. Une aide importante fut accordée, qui devait notamment se concrétiser par la construction de quatre centrales nucléaires à l'eau légère et par des fournitures plus abondantes de pétrole, selon un système de compensation à l'avantage de Pyongyang. A l'heure où la Chine continuait à jouer les États-Unis contre l'« ours polaire » et ne semblait pas fiable, l'entente alla jusqu'à accorder des facilités militaires à l'armée soviétique. L'embellie fut de courte durée et avec l'ère Gorbatchev, pour ne pas parler des années Eltsine, c'est une descente aux enfers que connut la RPDC. Les engagements nucléaires ne se concrétisèrent pas, Moscou abandonna ses tarifs préférentiels et imposa à Pyongyang de payer en devises convertibles ses achats, qui se feraient de surcroît aux prix mondiaux, réduisit ses propres importations, se rapprocha de la République de Corée et, afin d'obtenir de cette dernière des fonds qui lui permettraient de passer l'hiver 1990-1991, la reconnut diplomatiquement sans obtenir la réciprocité pour la RPDC. C'est aussi ce que fera deux ans plus tard la Chine, en y mettant les formes.

L'insertion internationale de la RPDC et son système de prix relatifs s'effondrèrent, la dépendance du pays devint manifeste. Non seulement la moitié des importations de la RPDC provenait de l'URSS, mais surtout celles-ci étaient constituées de biens d'équipement, de pièces détachées et de pétrole, dont le pays est dépourvu (il possède d'abondantes ressources de charbon, mais le tonnage extrait a baissé de moitié pendant la décennie 1980). La production globale d'énergie chuta de 24 millions de tonnes d'équivalent pétrole en 1990 à 9,3 millions en 1998, du coup une partie de la production industrielle s'arrêta de facto, les transports se raréfièrent et, sur les vues satellitaires prises de nuit, le pays devint un trou noir. L'agriculture fut directement affectée dans la mesure où ses rendements élevés reposaient sur une forte consommation d'intrants pétrochimiques (engrais, pesticides, insecticides), la baisse brutale des quantités disponibles révélant dès lors les effets négatifs de la course au productivisme « agricole », rotation des cultures insuffisante, dégradation des sols, extension

excessive des surfaces cultivées, y compris sur les versants, déboisement.

Or, le 26 juillet 1995, un déluge commença à tomber, pour ne pas cesser pendant un mois, provoquant inondations et glissements de terrain catastrophiques. 330 000 hectares de terres agricoles furent ravagés, 1,9 million de tonnes de grains perdues, pour un coût total estimé à 15 milliards de dollars. Les inondations avaient également noyé les puits de mine, endommagé les turbines des centrales hydroélectriques et envasé les lacs de retenue. 1996 vécut les mêmes excès pluviométriques et 1997 connut la sécheresse du siècle. Ces calamités naturelles répétées sont venues amplifier la crise pour déboucher sur la famine et la dégradation des conditions de vie de la population. Une aide internationale (PAM), gouvernementale (Corée du Sud, UE, Chine) et non gouvernementale a contribué à limiter les conséquences et à redresser progressivement la situation alimentaire. Celle-ci reste encore précaire et la malnutrition endémique. Les besoins alimentaires du pays sont situés entre 4,5 et 6 millions de tonnes de céréales, la production nationale serait passée de 4 millions en 1995 à 2,8 en 1996 et 1997, pour tomber à 2,6 en 2000, qui fut également une mauvaise année, et remonter progressivement à partir de 2001. Selon les responsables du PAM, il manquerait encore un million de tonnes pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

La famine, l'effondrement des services de santé et, plus largement, la crise économique ébranlèrent la société. Une partie de la population se jeta sur les routes pour fourrager, couper du bois de chauffage puisque les briquettes de charbon et l'électricité n'étaient plus fournies, troquer leurs avoirs, chercher une issue en Mandchourie voisine. Des maux sociaux qui étaient devenus très rares, comme le vol, la contrebande, le trafic humain, l'exposition des enfants, sont réapparus et on parle d'actes de cannibalisme. Le régime a renforcé ses aspects répressifs dont les témoignages des réfugiés dressent les pratiques : surveillance par la police et la sécurité, plus ou moins forte selon le pedigree social et politique, camps de travaux forcés regroupant, d'après Amnesty International, plus de 100 000 personnes, avec une gradation en fonction de la gravité des délits et une double particularité : les membres de la famille accompagnent les détenus dont ils partagent le sort, la conception familialiste du régime s'appliquant ici aussi, et une insistance est placée sur la « rééducation » politique et morale, à travers des cours et séminaires quotidiens ⁷.

⁷ Jasper Becker, *Famine en Corée du Nord*, L'Esprit frappeur, Paris, 1998 ; Kang Chol-Hwan et Pierre Rigoulot, *Les Aquariums de Pyongyang*,

Qui menace qui ?

La Corée du Nord serait également une menace insupportable pour la paix régionale et mondiale. Il est vrai qu'elle est réputée disposer de la quatrième armée du monde, entre 900 000 et 1,2 million d'hommes et de femmes, auxquels s'ajouteraient 300 000 personnels non combattants, 550 000 réservistes, 4 millions de miliciens (ouvriers et paysans, jeunesse, étudiants) et 115 000 personnes relevant du ministère de la Sécurité publique. Il s'agit pour l'essentiel d'une infanterie légère, complétée par des divisions blindées (5 000 chars et 2 000 véhicules de transport blindés) et une artillerie de 12 000 bouches à feu, canons et lance-roquettes multiples. Le corps d'élite serait constitué par les 60 à 100 000 membres des Forces spéciales, aptes à s'infiltrer et à mener des opérations sur tous les terrains et dans toutes les conditions. Enfin, les autorités de la RPDC ne nient pas qu'elles se préparent à l'éventualité d'une guerre et qu'elles accordent la priorité aux forces armées, selon le principe d'« autodéfense » qui fait de l'armée l'épine dorsale de la nation et du peuple.

26

Ce ne sont là que des données quantitatives. D'une part, les matériels sont anciens, et datent des années 1970. Le déclin économique n'a pas épargné l'armée dont une bonne partie des soldats se consacrent à des travaux agricoles et de génie civil ; les pièces de rechange sont rares ; l'essence est si comptée que les pilotes ne peuvent voler que quelques heures par an ; les manœuvres sont devenues exceptionnelles et limitées. L'aviation et la marine sont inférieures quantitativement et qualitativement à celles de la République de Corée, qui compte au total plus de 700 000 hommes sous les drapeaux et a acquis des matériels américains beaucoup plus modernes. D'autre part, le Sud a au-dessus de lui les troupes et bases américaines installées sur son sol, les moyens du Commandement du Pacifique, et, en fonction des décisions prises, l'ensemble des ressources de l'hyperpuissance militaire. Pourraient s'y ajouter les « Forces d'autodéfense » japonaises, aviation et marine en particulier, alors que la RPDC ne peut compter

Robert Laffont, Paris, 2000 ; Philippe Grangereau, *Au pays du Grand Mensonge*, Le Serpent de mer, Paris, 2001 ; Juliette Morillot et Dorian Malovic, *Évadés de Corée du Nord*, Belfond, Paris, 2004. Dans un reportage publié dans *Le Monde* du 13.7.2005, sous un titre de la rédaction qui ne correspondait pas au contenu du texte, Philippe Pons souligne l'intérêt qu'il y aurait de passer de l'assistance humanitaire à la coopération pour le développement.

aujourd'hui sur aucun allié. A vrai dire, rares sont les observateurs qui mettent en doute la nature défensive de la stratégie nord-coréenne, stratégie du « porc-épic », à savoir résistance en profondeur pouvant être prolongée grâce à la mobilisation de la population, formée à la guérilla, dans les conditions d'un pays montagneux où 8 000 installations ont été construites sous terre.

La dimension internationale de l'actuelle « crise coréenne » découlerait de la volonté nord-coréenne d'acquérir une capacité nucléaire, tant en termes de vecteurs que d'engins. D'un côté, des générations de missiles ont été lancées à partir de la fin des années 1970, au début semble-t-il par démontage et remontage de SCUD égyptiens, d'une portée de 300 à 500 km. Ont suivi, en 1993, le *Nodong1* (portée de 1 300 km) qui serait en voie de perfectionnement, et, en 1998, le *Taepodong1*, d'une portée de 2 000 km dont le développement (*Taepodong2*) permettrait d'atteindre l'Alaska ou les îles Hawaï. D'autre part, la RPDC serait engagée dans deux programmes nucléaires, le premier suivant la filière graphite-gaz, sur le site de Yongbyon, à partir d'un réacteur expérimental livré par l'URSS, et le second d'enrichissement de l'uranium par centrifugation, ce que nie l'intéressée. Ce comportement serait d'autant plus condamnable que, le 12 décembre 1985, Pyongyang avait signé le Traité de non-prolifération.

Recentrage asiatique

On dispose désormais de suffisamment de témoignages, d'enquêtes et d'analyses pour résumer la « question » des armes nucléaires nord-coréennes⁸. La volonté de la RPDC de développer le nucléaire civil à l'aide de centrales à eau légère est connue de longue date. Les besoins énergétiques du pays, comme les exemples de la Corée du Sud et du Japon voisins qui, tous deux, disposent de parcs imposants, ne pourraient que l'y encourager. Que l'arme nucléaire soit conçue comme pouvant permettre au porc-épic de se hérissier davantage, c'est vraisemblable, qu'elle soit considérée comme un moyen de dissuasion efficace est moins certain, dans la mesure où les dirigeants nord-coréens savent parfaitement que leur pays est scruté et écouté par tous les moyens dont disposent les États-Unis. Or, l'isolement dans laquelle elle s'est trouvée à la

⁸ Voir les ouvrages de Bruce Cumings et Don Oberdorfer, ainsi que Michael J. Mazarr, *North Korea and the Bomb*, St Martin's Press, NY, 1995 ; Selig S. Harrison, *Korean Endgame : A Strategy for Reunification and US Disengagement*, Princeton, 2002 et « Did North Korea Really Cheat ? », *Foreign Affairs* janvier-février 2005, pp. 99-11.

suite de l'éclatement de l'URSS, de l'évolution de la Chine et de ses anciens amis du Tiers-monde, la crise systémique dans laquelle son économie a été plongée et la montée en puissance du rival sud-coréen contraignent la RPDC à changer.

Si, conserver en l'état, l'absorption par la Corée du Sud, sur le modèle allemand, était cependant exclue et une thérapie de choc aurait provoqué une catastrophe sociale plus grande encore à l'intérieur, sans faire disparaître les risques militaires, tout au contraire. Pyongyang disposait de très peu de cartes, elle les a jouées de main de maître : le faible ne dissuadera pas le fort par l'arme nucléaire – l'asymétrie est en l'occurrence telle qu'il n'y a plus pouvoir égalisateur de l'atome –, mais par la virtualité de l'arme nucléaire, qui soulève une série de problèmes pour le fort. L'accord dit du Cadre agréé à propos du site de Yongbon, conclu en 1994, grâce aux bons offices de Jimmy Carter, comme l'accord sur les missiles qui aurait pu être signé en novembre 2000 si Bill Clinton avait pris la décision de se rendre à Pyongyang (mais les résultats de l'élection présidentielle américaine restaient indécis et l'équipe Bush avait laissé entendre qu'elle était hostile à ce que des engagements fussent pris à ce propos), révèlent clairement que la RPDC recherche un accord général sur la base d'une sorte de marchandage.

28

Deux données nouvelles permettent d'entrevoir une issue pacifique et honorable. La première tient à la croissance considérable de l'économie chinoise et aux transformations que connaît l'ancien empire du Milieu. Cette émergence se veut pacifique et, de fait, jamais les relations n'ont été aussi cordiales tout à la fois entre la Chine, la Russie, la Corée du Sud, l'ASEAN et chacun des États membres de cette association. Il s'agit donc d'intégrer la RPDC dans ce cadre en gestation et c'est dans ce cadre que les changements internes de ce pays pourront se réaliser.

La guerre et la division n'ont pas fait disparaître le sentiment national coréen qui s'exprime avec une vigueur non dépourvue de passion, voire d'emphase, tant au nord qu'au sud. « La Corée est une... Pendant ces années passées sous un ciel et sur une terre divisés, trois anneaux des souffrances du peuple ont été gravés et toute une génération a grandi. Mais qui peut prétendre trancher en deux un cours d'eau ? Qui peut prétendre partager en deux le ciel ? La Corée, qui a vécu sur la même terre pendant les 5 000 ans de son histoire et qui en a hérité un seul et même sang, est une. » Ces lignes publiées à Pyongyang le 15 juillet 1972, trois décennies environ après la division, pourraient l'être aujourd'hui, et dans les deux capitales. A plusieurs reprises, des contacts officiels, officieux ou secrets ont été établis et, à deux reprises, des accords ont été

conclus, qui n'ont pas perdu de leur validité même s'ils n'ont pas été suivis d'effets notables.

Il y a au moins deux raisons de fond pour lesquelles ces accords n'ont pas débouché sur un processus dynamique. La première tient à la dissymétrie stratégique : alors que la RPDC n'a ni troupes ni bases étrangères sur son sol et qu'elle n'entretient aucune alliance militaire, les États-Unis sont présents au sud et y conservent la haute main militaire. En d'autres termes, la sécurité de la République de Corée passe nécessairement par des garanties américaines. La clef de la détente, du désarmement militaire, idéologique et politique dans la péninsule est là. Or, ces garanties n'ont jamais été données et les autorités américaines ont refusé de négocier à ce sujet. Il n'en était pas question pendant la « guerre froide » et après que celle-ci eut pris fin, la solution recherchée était clairement une absorption à l'allemande.

La deuxième raison est plus évidente encore. En dépit des principes acceptés par les deux États coréens, la (ré) unification était conçue comme un jeu à somme nulle, le renforcement de l'un se faisant aux dépens de l'autre et l'un des deux étant appelé tôt ou tard à disparaître, à cette nuance importante près que, depuis le début des années 1970, la RPDC propose la création d'une confédération, que sa voisine accepte mal. Si rien ne bougea jusqu'au début des années 1980, du fait de la guerre froide, la décennie suivante modifia la donne : d'une part, les arrières de la RPDC étaient moins assurés et, d'autre part, ses succès économiques avaient donné à la République de Corée une légitimité internationale dont la tenue, en 1988, des Jeux Olympiques de Séoul fut le couronnement.

Premier élément nouveau, le jeu n'est plus à somme nulle : la RPDC ne peut espérer étendre son modèle au Sud, cependant que la République de Corée poursuit ce que Kim Dae Jung a appelé la « Sunshine Policy ». Non seulement la réunification ne sera pas accomplie par la force, mais tableur sur l'effondrement du Nord pour mieux l'absorber serait dangereux à court terme et inefficace à long terme. La divergence entre les deux parties du pays et l'ignorance réciproque sont en effet telles que l'absorption équivaldrait à une colonisation du Nord. Ce n'est ni par la tension ni par les injures que le voisin, qui n'est pas qu'un voisin, mais un frère, sera convaincu de se débarrasser de son lourd manteau. Cette nouvelle donnée politique et diplomatique reçoit la compréhension et l'appui de la Chine, de la Russie et, sans que cela soit aussi déterminant, de l'ASEAN.

Le deuxième élément nouveau a déjà été évoqué, qui consiste en l'affirmation du mouvement démocratique sud-coréen. Elle a

permis à Kim Dae Jung de l'emporter enfin en 1997, d'élire ensuite Roh Moo-hyun – appartenant à la première génération d'après-guerre et né dans une famille très pauvre, il s'était formé en autodidacte, pour devenir l'avocat des démocrates et des syndicalistes face à la dictature militaire. Ces conditions politiques nouvelles ont pour effet une mobilisation de la société civile en faveur de la « Sunshine Policy », alors qu'il était auparavant strictement interdit aux citoyens de prendre la moindre initiative qui ne fût anticommuniste et a fortiori d'exprimer l'ombre d'une compréhension vis-à-vis de la RPDC.

Les termes de l'alternative

30

Sans verser dans la dichotomie, on peut constater qu'une alternative existe dont les termes se sont précisés. D'une part, des relations nouvelles tendent à s'établir entre les deux parties du pays. Une aide alimentaire et économique est apportée par le Sud, des investissements se font dans le tourisme et l'industrie légère (zone franche en création à Kaesong), des projets plus ambitieux sont à l'étude, Séoul ayant par ailleurs annoncé la fourniture d'électricité pour aider à surmonter la crise énergétique. Les réseaux ferroviaires des deux parties ont été raccordés à travers une section de la zone démilitarisée qu'il a fallu déminer. La Chine, des organisations internationales et des ONG oeuvrent dans le même sens. Une plus large autonomie est accordée aux coopératives agricoles et des marchés privés sont apparus, sans cependant que le système de distribution n'ait été aboli. Tout cela reste embryonnaire et fragile. On ne saurait sous-estimer l'ampleur de la tâche.

Les différents acteurs – Chine, Russie, Corée du Sud – sont par ailleurs confrontés à des problèmes intérieurs complexes et ne disposent pas d'une immense liberté d'initiative diplomatique. Ainsi, la poursuite de l'expérience économique chinoise dépend, pour une part, du succès de la restructuration de l'industrie lourde de Mandchourie, élément du pivot de l'Asie du Nord-Est. La Sibérie orientale, qui fait partie du grand triangle de l'Asie du Nord-Est, dispose d'abondantes ressources minérales et en hydrocarbures, mais on ne saurait dire qu'elle a vaincu les maux du pillage eltsinien. L'économie sud-coréenne est parvenue à sortir de la crise de 1997, qui l'avait contrainte de se soumettre aux remèdes du FMI, et s'inscrit, de manière pour l'instant efficace, à la rapide évolution des relations économiques, entre l'Asie orientale, ses diverses composantes et les États-Unis, mais cela ne va pas sans tensions internes. Bien qu'il se soit consolidé, le mouvement

démocratique sud-coréen fait face à de puissantes forces conservatrices qui restent fidèles à l'alliance américaine, sont attachées au projet d'unification par absorption et cherchent à revenir au pouvoir. La vie politique sud-coréenne demeure entachée par le pouvoir de l'argent. L'armée, discréditée par la brutalité de ses méthodes et par la corruption de ses officiers supérieurs, a eu le loisir en un demi-siècle de s'enkyster dans le système. D'après l'hebdomadaire *Newsweek* du 24 août 2005, pour la Maison-Blanche, le changement de régime au Nord ne passe-t-il pas désormais par le changement de régime au Sud ?

L'autre terme de l'alternative est, en effet, tout entier contenu dans la politique du gouvernement américain.

L'élection de Bush le Jeune a marqué rapidement un coup d'arrêt⁹. Le secrétaire d'État nouvellement nommé, Colin Powell, eut la malencontreuse idée de déclarer qu'il poursuivrait les négociations de Madeleine Albright à propos des fusées, pour être immédiatement démenti par le président qui, lors de leur première rencontre, admonesta Kim Dae Jung, pourtant nouveau lauréat du prix Nobel de la Paix, et lui dit de revoir complètement sa copie. Les injures ont commencé à pleuvoir à propos du « pygmée » de Corée du Nord et, en janvier 2002, l'inscription de la RPDC sur l'« axe du mal » revêtait une portée stratégique.

D'un côté, Kim Il Jung est utile en tant que bouc émissaire dont l'existence aide à justifier, par exemple, la mise en place d'un système anti-missiles et d'un bouclier de théâtre, à laquelle le Japon participe déjà pour ce qui le concerne. Pourtant, nul ne peut penser et nul ne pense que ces programmes, initiés d'ailleurs bien avant que la « crise coréenne » n'éclate, soient destinés à contrer la piètre menace nord-coréenne. Dans le même temps, il convient d'abattre le régime. L'option militaire a été raffinée par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld qui a demandé aux stratèges du Pentagone d'élaborer un nouveau plan d'opérations portant le code 5030. Selon l'hebdomadaire *US News and World Report* du 21 juillet 2003, il s'agirait d'accroître délibérément la tension, sans cependant déclencher la guerre, en procédant par exemple à des vols de reconnaissance aux limites de l'espace aérien nord-coréen et/ou en lançant des manœuvres militaires inopinées, afin

⁹ Se reporter à Michael H. Armacost et Daniel I. Okamoto [Dir.], *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, APARC, Stanford, 2004, notamment la contribution de Donald P. Gregg, et à Mel Gurtov et Peter Van Ness [Dir.], *Confronting the Bush doctrine, Critical Views from the Asia-Pacific*, Routledge, Londres, 2005.

de contraindre la RPDC à mobiliser ses forces armées, à révéler ainsi ses plans militaires et à épuiser ses maigres ressources.

L'option militaire se heurte cependant à de multiples contradictions, outre le fait que le borbier irakien conduit l'administration Bush à un peu plus de circonspection. Une victoire opérationnelle serait vraisemblablement beaucoup plus difficile à obtenir qu'en Mésopotamie et rien ne dit que la guerre se terminerait avec l'occupation de Pyongyang. Le recours à la force militaire ne peut se faire sans l'assentiment et la participation de la Corée du Sud, ni sans la neutralité plus ou moins bienveillante de la Chine, choses bien improbables. Aussi l'option retenue aujourd'hui est-elle celle de l'encerclement, de l'isolement, blocus de la RPDC et de la réduction de l'aide internationale.

C'est au regard de cette alternative qu'il convient d'analyser l'accord intervenu le 19 septembre 2005 à Pékin. A la demande de Washington, qui espérait ainsi éviter des négociations bilatérales et attirer sur ses positions les autres participants, le format diplomatique réunit, depuis deux ans, les six États directement concernés, à savoir les deux Corées, la Chine, la Russie, le Japon et les États-Unis, sous les bons offices de la diplomatie chinoise. Celle-ci est parvenue à obtenir par ce document la définition des principes d'une solution : renonciation aux programmes nucléaires et acceptation des inspections de l'AIEA, respect réciproque, coexistence pacifique et normalisation progressive des relations EU/RPDC, garanties de sécurité pour cette dernière, aide énergétique.

32

Une fois encore, un cadre était défini, qui ne différait guère de celui établi par le truchement de Jimmy Carter et, dans son économie, de celui qui se négociait, à la fin de l'administration Clinton, au sujet des missiles balistiques. Encore convenait-il de donner un contenu concret à l'accord, avant que d'établir un calendrier et des procédures d'application. C'est ce qui n'a pas été fait. Non seulement le gouvernement américain a exigé le démantèlement des programmes nucléaires sans que ne fussent accordées les garanties de sécurité et discutés les très réels besoins énergétiques de la RPDC, mais encore il s'est engagé plus avant dans l'étrangement financier de ce pays qu'il accuse, sans preuves convaincantes à ce jour, de blanchiment d'argent et de faux-monnayage (cf. « Pyongyang-Washington, de la détente au fiasco final », *Le Monde*, 12 octobre 2006). Ce sur quoi, en juillet dernier, la RPDC procédait à une salve de missiles et, le 9 octobre, à ce qui semble avoir été un essai de très faible puissance, indiquant ainsi qu'elle s'approchait du seuil nucléaire. Le Conseil de sécurité y a répondu par une condamnation et l'adoption de sanctions. Les rencontres à six devraient reprendre à une date inconnue, avec un ordre du jour alourdi par le blocus

financier. Une année supplémentaire a ainsi été perdue, en pure perte.

Pourtant, on ne voit toujours pas en quoi la RPDC menace sérieusement l'empire américain ni quel bien pourrait découler, pour la paix de l'Asie du nord-est et pour la solution de la « question coréenne », telle qu'elle a été léguée par l'histoire, de l'effondrement provoqué de la RPDC. Une voie beaucoup plus audacieuse, et certainement plus fructueuse, avait été proposée par les autorités de Séoul. En dépit des occasions perdues, il n'est pas trop tard pour s'y engager. Les résultats des élections américaines de novembre dernier n'interdisent pas d'espérer et, moins encore, d'agir en ce sens.

